Document generated on 10/12/2024 1:12 a.m.

Spirale
arts • lettres • sciences humaines

SPIRALE

Mallarmé politique

Camarade mallarmé. Une politique de la lecture de Jean-François Hamel, Minuit, « Paradoxe », 207 p.

Éric Benoit

Number 251, Winter 2015

URI: https://id.erudit.org/iderudit/77805ac

See table of contents

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)
1923-3213 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Benoit, É. (2015). Review of [Mallarmé politique / *Camarade mallarmé. Une politique de la lecture* de Jean-François Hamel, Minuit, « Paradoxe », 207 p.] *Spirale*, (251), 14–16.

Tous droits réservés © Spirale magazine culturel inc., 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Mallarmé politique

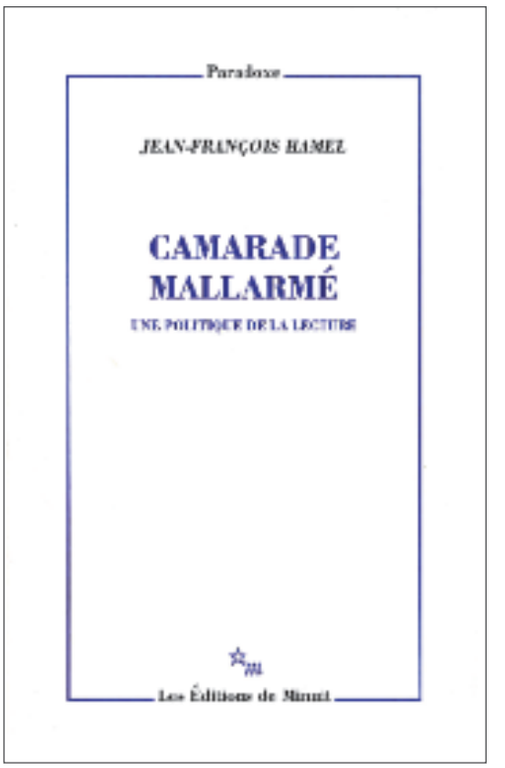
PAR ÉRIC BENOIT

CAMARADE MALLARMÉ. UNE POLITIQUE DE LA LECTURE
de Jean-François Hamel
Minuit, « Paradoxe », 207 p.

Ce livre de Jean-François Hamel est une présentation, chronologique et très claire, des réceptions politiques de l'œuvre de Mallarmé au XXe siècle. Car, comme le disait Barthes dans sa *Leçon*, « *il y a une écoute* politique *de Mallarmé* ». Cette lecture politique pourrait sembler paradoxale vis-à-vis d'un poète qui se déclarait « *en grève devant la société* », qui refusait de compromettre la littérature avec la politique, qui préconisait « *l'action restreinte* », et pour lequel n'existait « *d'autre bombe, qu'un livre* ». Mais ce type de position induit justement un certain « *nouage de la littérature et de la politique* » pour des commentateurs du XXe siècle qui ont trouvé dans l'œuvre de Mallarmé de quoi éclairer leur perception du présent et leur vision de l'avenir. Comme l'indique Yves Citton, repris par Hamel à la fin de son avant-propos, « *aucun texte ne prescrit quoi que ce soit par lui-même, mais ce sont toujours les interprètes qui* font dire *à ce texte* quelque chose qui leur est utile ». Le livre de Hamel déroule avec beaucoup de justesse intellectuelle l'histoire de ces stratégies interprétatives, de ces actualisations et de ces appropriations politiques de l'œuvre de Mallarmé. Cette synthèse est tout à fait bienvenue au sein des études mallarméennes, où l'on perçoit effectivement qu'existe ce fil conducteur d'une réception politique de l'œuvre de Mallarmé.

L'ÉMERGENCE D'UNE LECTURE POLITIQUE

Le premier chapitre (« L'invention d'une politique de la lecture ») nous place d'emblée à un moment particulier de l'Histoire : en septembre 1943, le journal clandestin *Les Lettres françaises* publie sans nom d'auteur un bref article intitulé « Mallarmé, professeur de morale ». L'auteur en est Michel Leiris, qui loue Mallarmé de n'avoir « *jamais compromis son exigence littéraire avec l'approbation du public ou les faveurs du pouvoir* ». Cette puissance de refus est pour Leiris un modèle de ce que devrait être l'attitude de l'écrivain hostile au régime de Vichy et à l'occupant nazi. Leiris voit en Mallarmé l'exemplarité d'une *résistance* : « *À la lumière d'une conjoncture nouvelle, Leiris fait dire* autre chose *au poète que ce que ces lecteurs de la fin du XIXe siècle pensaient lire dans ses textes.* »



Hamel revient alors aux réceptions de Mallarmé pendant l'entre-deux-guerres : la NRF, Gide, Thibaudet tendent à « *interdire toute interprétation politique de l'œuvre de Mallarmé* » ; et les surréalistes ne perçoivent pas en Mallarmé le ferment de la révolution qu'ils appellent de leurs vœux : pas d'appropriation politique de ce côté-là. Valéry cependant décèle dans le retrait de Mallarmé, dans son exigence esthétique sans compromission, une valeur éthique : devant la « *crise de l'esprit* » qu'il a diagnostiquée, l'ascèse mallarméenne est le modèle, toujours actuel, d'une éthique et d'une politique de l'esprit résistant à la violence de l'Histoire.

Le véritable tournant aura lieu au lendemain de la défaite de 1940. C'est en effet à ce moment-là qu'Henri Mondor, comme il l'indique lui-même dans son avant-propos, commence à rédiger sa *Vie de Mallarmé* : en ces heures sombres, l'œuvre de Mallarmé est pour lui, dit Hamel, « *une parcelle de la France libre* », le symbole d'une identité nationale menacée et retrouvée. Le premier tome de la biographie de Mondor paraît début 1941, et Blanchot en fait le compte rendu le 16 avril, plaçant le livre parmi ceux grâce auxquels « *les peuples meurtris [...] défendent comme ils peuvent leur honneur intellectuel* » et présentant Mallarmé comme « *un homme qui dans une complète et obscure solitude sut dominer le monde par l'exercice pur d'un pouvoir d'expression absolu* ». Mallarmé apparaît ici comme emblème à la fois du génie national et d'une valeur universelle. Les fondements sont jetés pour les futures lectures politiques de Mallarmé,

qui percevront dans son œuvre un moyen de compréhension du présent et une puissance de résistance, voire de libération pour une communauté à venir.

Plutôt que d'écriture engagée, c'est de lecture engagée qu'il faut parler.

QUELLE LITTÉRATURE ENGAGÉE ?

Telle est la question que pose le deuxième chapitre, qui commence en resituant les débats de l'après-guerre sur la Terreur et sur la négativité de l'Histoire. Sartre, s'opposant à la « littérature pure », réclame une « littérature engagée », responsable, qui parle dans et pour le présent afin de le transformer ; il critique la posture d'échec qui fut selon lui celle de Baudelaire ainsi que celle de Mallarmé. Blanchot, quant à lui, réhabilite Mallarmé : se situant aussi par rapport à Paulhan, il loue la « *terreur dans les lettres* » pratiquée par Mallarmé contre les tyrannies de la rhétorique courante ; il voit en Mallarmé un poète qui a fait l'expérience du négatif et qui a donc une portée révolutionnaire. Mallarmé emblématise pour Blanchot la liberté absolue de la littérature qui se retire du monde et le nie sans réserve : l'expérience littéraire est en Mallarmé contestation de toute société, pour fonder une communauté *autre* (mais impossible : communauté de refus). Blanchot résout donc l'antinomie entre l'art pour l'art et la littérature engagée en montrant le retrait mallarméen comme puissance de refus. La force des commentaires de Blanchot amènera Sartre à réviser son propre jugement sur Mallarmé : il envisagera dès lors l'idée d'une négativité engagée de la littérature, qui prend chez Mallarmé la forme de ce que Sartre appelle un « *terrorisme de la politesse* » dans une société qui ne reconnaît plus la poésie : « *L'engagement de Mallarmé consiste alors à dénoncer l'impossibilité de l'engagement de la littérature dans la situation qui est la sienne.* » Sartre semble donner raison à Blanchot, mais ne légitime en fait la solution de Mallarmé que dans la situation qui fut la sienne, et non pas pour le présent.

Prolongeant les thèses de Blanchot, Barthes, dans *Le degré zéro de l´écriture,* reconnaît que l'engagement de Mallarmé a lieu d'abord dans la forme (l'écriture), dans son refus de la rhétorique communautaire au nom d'une communauté toujours à venir, et dans l'angoisse de l'écrivain qui doit assumer le risque d'un ratage de son entreprise. Dans le sillage de Barthes, la lecture politique de Mallarmé par le groupe Tel Quel fera l'objet du troisième chapitre.

LE MOMENT TEL QUEL

Contre la conception sartrienne de l'engagement (liée à la réalité référentielle, à la biographie de l'auteur, et à une « *théorie instrumentaliste du langage* »), Tel Quel préconise une littérature intransitive pour résister aux pouvoirs de l'idéologie. L'idée saussurienne de l'arbitraire du signe va servir à la critique telquelienne de l'idéologie bourgeoise. Sont déclarées révolutionnaires les œuvres qui subvertissent les dogmes de la représentation référentielle et de l'expression autobiographique : il s'agit de subvertir les codes, pour démonter les ressorts linguistiques de la domination bourgeoise. Là est le Mallarmé de Sollers, de Derrida, de Faye, de Kristeva.

Un moment fondateur de cette lecture politique de Mallarmé est la conférence donnée par Sollers sur Mallarmé au séminaire de Barthes en novembre 1965 et publiée dans *Tel Quel* en 1966 (« Littérature et totalité »). Tel Quel met la révolution formelle opérée par Mallarmé au service de la révolution espérée dans l'avenir. Derrida, en 1969, perçoit en Mallarmé l'ébranlement de la métaphysique occidentale, ce que Jean-Joseph Goux traduit aussitôt en termes plus explicitement politiques. Hamel retrace le moment où, la même année, Jean-Pierre Faye, ancien membre de Tel Quel, fondateur de la revue *Change,* polémique contre Sollers (pour discréditer celui-ci aux yeux du Parti communiste), notamment dans l'article « Le camarade "Mallarmé" », publié dans *L'Humanité* le 12 septembre 1969. Cependant, au-delà de la polémique, Mallarmé, pour Sollers comme pour Faye, est bien celui qui a compris dès le XIXe siècle l'homologie entre économie politique et économie linguistique (« *Tout se résume dans l'esthétique et l'économie politique.* »). Et, pour Sollers comme pour Faye, la littérature est capable de changer le monde, d'avoir des effets politiques : les inventions langagières des avant-gardes esthétiques (Mallarmé, Joyce, Artaud, Bataille, Lautréamont) peuvent amener aux transformations révolutionnaires de la société. C'est ce qu'explore Julia Kristeva dans *La révolution du langage poétiqu*e (1974) : chez Lautréamont et Mallarmé, la pratique textuelle inscrit dans le langage les pulsions inconscientes (une négativité refoulée), ébranlant la cohésion psychique du sujet et l'ordre symbolique qui fonde la stabilité idéologique de la société ; la crise du sujet est perçue dans une optique politique qui vise à produire un nouveau sujet, et une nouvelle société. Pour Kristeva, la libération mallarméenne du sens ouvre à celle du sujet, et à celle de la société. Les textes du passé éclairent le présent en vue d'une transformation révolutionnaire à venir.

APRÈS LA FIN DES ESPOIRS RÉVOLUTIONNAIRES

Au cours des années suivantes, les intellectuels vont faire le bilan désenchanté du siècle qui s'achève et des aspirations révolutionnaires qui n'ont pas tenu leurs promesses. Le dernier chapitre (« Le cygne des fins de siècle ») aborde le retour d'anciens althussériens vers l'œuvre de Mallarmé dans les années 1980-1990.

Alain Badiou, dans *Théorie du sujet* (1982), observe comment Mallarmé décrit les célébrations du Centenaire de la Révolution en 1889 : la foule passive de

1889 est absence de la foule active de 1789 ; la République, fondée par une foule active (révolutionnaire), ne se maintient un siècle plus tard que par l'absence de la foule active qui la fonda. C'est ce paradoxe que Badiou décèle dans la poétique mallarméenne de l'allusion « *qui reproduit la logique de la cause absente [...]. L'objet est au poème ce que la foule est à l'État : une puissance évanouie* ». Badiou poursuit sa réflexion dans *L'être et l'événement* (1988), s'appuyant sur Mallarmé pour penser l'événement ou plus exactement la possibilité d'une nouvelle subjectivation dans une situation d'événement évanoui (pour Badiou, la révolution communiste).

Badiou et Rancière lisent « *dans la révolution littéraire incarnée par Mallarmé le destin contemporain des révolutions politiques* » et leurs échecs. Jean-Claude Milner, dans *Mallarmé au tombeau* (1999), prend acte de la déliaison entre littérature et révolution. Il analyse le sonnet du Cygne (« *Le vierge, le vivace...* ») comme l'espoir d'une libération collective (dès le XIXe siècle) débouchant sur l'échec : le deuil, en cette fin de XXe siècle, de la poésie qui parlait de « *délivrance* », finalement « *inutile* ».

Hamel termine son essai par une conclusion (« Lire son époque ») où il revient sur l'évolution de l'idée sartrienne de littérature engagée. Selon la première doctrine sartrienne de l'engagement, l'écrivain doit écrire pour son temps. Mais à partir de 1957, Sartre accepte l'idée d'une littérature engagée *a posteriori,* selon un phénomène d'*hystérésis* (la persistance d'un effet longtemps après la disparition de sa cause) qui permet aux œuvres de continuer d'avoir un effet politique bien après leur époque, et qui permet à la postérité de faire un usage politique des œuvres du passé. Plutôt que d'écriture engagée, c'est de lecture engagée qu'il faut parler. Ce n'est plus (ou plus seulement) l'écriture qui est chargée d'une mission politique, mais la lecture. L'action historique d'une œuvre ne dépend plus de l'auteur mais des lecteurs qui sont autorisés à transformer le sens de l'œuvre dans leur présent et pour l'avenir.

Cette mise en récit des réceptions politiques de Mallarmé est très pertinemment accompagnée d'un discours théorique qui établit méthodologiquement le bien-fondé de l'appropriation politique des œuvres du passé, sans en masquer parfois les excès ou les limites.

Jacques Rancière, dans *La politique de la sirène* (1996), lit dans les scènes mallarméennes de naufrage le statut de la poésie jouant les chances de « *l'action restreinte* » dans le contexte politiquement peu favorable de son temps. Surtout, Rancière montre combien Mallarmé s'intéresse à la société qui l'entoure : il analyse les textes *Conflit* et *Confrontation*, où Mallarmé compare la situation du poète et celle du prolétaire, y voyant deux modes de la valeur, deux fonctionnements économiques. Mallarmé rêve d'une communauté égalitaire, mais il sait que l'heure n'en est pas encore venue : dans l'« *interrègne* », dans le temps d'une crise « *de vers* » autant que « *sociale* », l'action ne peut être que « *restreinte* » ; il est trop tôt pour le grand naufrage glorieux, et ce ne peut être que l'heure de la discrète sirène. Pour l'instant, le poète, « *en grève* », diffère...

On pourrait se demander : mais pourquoi Mallarmé ? Pourquoi est-ce Mallarmé qui a suscité une telle prolifération de lectures politiques ? Le livre de Hamel ne le dit pas explicitement, mais il y répond implicitement, ayant abordé des raisons qui tiennent à Mallarmé lui-même (sa position de retrait politique, combinée à son intérêt pour les questions politiques et sociales) et des raisons qui tiennent à l'enchaînement de lectures se suscitant successivement les unes les autres (Mondor, Blanchot, Leiris, Sartre, Barthes, Sollers, Kristeva...). L'un des mérites du livre de Hamel est justement d'avoir montré la cohérence chronologique de cet enchaînement, en fournissant un récit convaincant où l'on perçoit les continuités, les reprises, les inflexions, les oppositions, parfois les impasses aussi. Et cette mise en récit des réceptions politiques de Mallarmé est très pertinemment accompagnée d'un discours théorique qui établit méthodologiquement le bien-fondé de l'appropriation politique des œuvres du passé, sans en masquer parfois les excès ou les limites (mais sans les condamner vraiment non plus).

On pourrait d'autre part regretter que l'ouvrage de Hamel ne mentionne pas certains commentaires marquants (comme ceux de Bertrand Marchal dans *La religion de Mallarmé,* 1989, qui tient compte des aspects politiques de l'œuvre et de la pensée de Mallarmé), mais l'on comprend que les discours critiques que Hamel n'a pas retenus sont ceux qui éclairent l'œuvre mallarméenne elle-même sans l'utiliser de façon militante. On peut alors se demander : comment ces lectures herméneutiques mais non militantes s'articulent-elles méthodologiquement aux lectures militantes (qu'elles citent pourtant) ?

La perspective de Hamel n'était pas de prendre en compte tous les commentateurs de Mallarmé, mais seulement ceux qui en ont fait un usage politique, afin de penser à partir de là les conditions de possibilité et de pratique d'une « *politique de la lecture* ». Ainsi son livre parvient-il à combiner une écoute politique de Mallarmé et une histoire des réceptions politiques de Mallarmé au XXe siècle à une théorisation des enjeux politiques de la lecture et de l'interprétation.